



## Le public cherche ingénieurs et métiers du numérique désespérément

**Les municipalités, les métropoles, les ministères mais également l'armée, la défense du territoire, la police et la gendarmerie recrutent de nombreux profils d'ingénieurs.**

**S**i le plus gros volume de recrutement concerne les développeurs, les programmeurs et les ingénieurs informatiques, le secteur public est aussi à l'affût de profils plus spécialisés tels que des consultants en cybersécurité, des chefs de projet accompagnement et gouvernance, des architectes et administrateurs de base de données ou des managers de la sécurité des systèmes d'information. Des fonctions qui réclament un niveau de formation élevé. Un bac+5 parfois à minima ou un niveau master avec une expérience dans un poste lié à la sécurité.

### COMMUNITY MANAGERS ET RESPONSABLES OPEN DATA

A l'échelle locale, les collectivités scrutent les profils de community managers et de responsables de l'open data. Ces fonctions sont ouvertes à des informaticiens, des ingénieurs et des statisticiens de niveau bac+3. L'usage de la data relève le plus souvent de la direction des services informatiques, du pôle communication et, plus rarement, d'un service innovation rattaché à une direction économique. Ainsi trois profils différents se partagent la mission data dans les petites et moyennes communes ; Des cadres déjà sensibilisés à l'informatique, des chargés de mission ou des directeurs informatique.

A l'échelle nationale, la police et la gendarmerie recrutent, elles aussi, des profils d'informaticiens et d'experts du réseau. Le ministère de l'Intérieur, qui ne gère pas que la sécurité, recrute dans une large palette de métiers, notamment des data scientists, des spécialistes du Cloud computing, des développeurs web mais aussi des ingénieurs dans des domaines inattendus comme l'immobilier. En effet, le service des affaires immobilières compétent pour toute l'Ile-de-France (800 agents) rattaché au ministère, comporte un département construction et un département exploitation.

### LA SÉCURITÉ DES SYSTÈMES D'INFORMATION

Pour les candidats désireux de mettre leur expertise au service de la défense nationale, les débouchés existent mais réclament un



Crédit photo : CCOPublicDomain

**De nombreux postes sont proposés dans le secteur public.**

haut niveau de spécialisation. L'agence nationale de la sécurité des systèmes d'information (Anssi), forte de 550 agents (dont 80 % de contractuels) a recruté plus de 140 personnes sur l'année 2017 et prévoit « un nombre d'embauches également très significatif pour 2018 et 2019 » précise Michel Babeau, son sous-directeur des affaires générales. Parmi les postes recherchés, on trouve des ingénieurs en détection d'intrusion, des ingénieurs réseau, des administrateurs de réseau, des télécoms et des analystes informatiques.

### LES POSTES RECHERCHÉS PAR LE RENSEIGNEMENT MILITAIRE

Dans les quatre prochaines années, la Direction du renseignement militaire offre plus de 50 postes, situés à Paris et à Creil, destinés à du personnel militaire et civil de niveau BAC+3. Les domaines sont les suivants : l'analyse du renseignement, la géomatique et la recherche dans le cyberspace. Les profils recherchés pour occuper les postes d'analystes du renseignement doivent détenir un Master 2 (sciences politiques, géopolitique, histoire) avec de préférence une spécialisation sur une zone géographique d'intérêt stratégique. Des compétences linguistiques en lien avec la zone étudiée sont évidemment préférables. Les candidats avec un profil plus scientifique trouveront des débouchés dans le domaine des systèmes d'armements, des télécommunications et du cyberspace. La maîtrise de l'anglais est incontournable. La direction du renseignement militaire recrute aussi des analystes en « géo intelligence ». Ils sont chargés de la collecte, du traitement et la diffusion des données géographiques. L'accès à cette fonction réclame au minimum une licence en géographie, géopolitique ou géomatique.

Julie Krassovsky